

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article11040>

Centre de la sécurité des télécommunications : L'arrivée du privé soulève des craintes

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : lundi 22 juin 2009

Spyworld Actu

Le syndicat qui représente les employés du Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC) craint qu'un partenariat avec le secteur privé menace la sécurité nationale.

Le gouvernement fédéral a annoncé la construction d'un nouveau quartier général pour son agence d'espionnage ultra-secrète à Ottawa. Le fédéral veut réaliser ce projet à l'aide d'un partenariat public-privé (PPP), une décision potentiellement dangereuse estime le syndicat.

Le CSTC fait l'écoute électronique de pays et d'individus jugés menaçants pour le Canada. Il connaît une grande expansion et manque d'espace. Le fédéral a donc décidé de construire un nouveau quartier général, au coût de 880 millions de dollars, en partenariat avec le secteur privé.

Pour le syndicat, qui représente la plupart des 1700 employés du centre, la construction de l'édifice par le privé ne pose pas problème. Toutefois, le fait que le secteur privé soit aussi chargé de l'entretien ainsi que de la sécurité de l'édifice et de son réseau informatique est inquiétant, estime le président du syndicat, John MacLellan.

Le CSTC ne divulgue pas le nom de ses employés ni leurs tâches, pour des raisons de sécurité, explique M. MacLellan. Il déplore que des entreprises privées aient bientôt accès aux espions et à des données confidentielles sur une base quotidienne.

Le Centre de la sécurité des télécommunications réplique que la sécurité nationale ne sera pas compromise. Dans un courriel, un porte-parole du CSTC souligne que les activités clés de l'agence ne seront pas touchées et que tous les travailleurs du privé devront obtenir la cote de sécurité « très secret ».

Toutefois, selon un ancien agent du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), David Harris, le syndicat soulève des questions légitimes.

Les gens de l'extérieur peuvent être plus vulnérables face à des intérêts ennemis qui voudraient profiter de leur accès au CSTC, selon M. Harris. Il soutient qu'un système de vérification très rigoureux des employés du secteur privé sera nécessaire.

Post-scriptum :

<http://www.radio-canada.ca/regions/...>